



COMMISSION EUROPEENNE POUR L'EFFICACITE DE LA JUSTICE
(CEPEJ)

QUESTIONNAIRE POUR ÉVALUER LES SYSTÈMES JUDICIAIRES 2007

Pays : Serbie

Correspondant national

Nom Prénom : **HOMEN Slobodan**

Profession : **Assistant of Ministry of Justice**

Organisation : **Ministry of Justice**

E-mail : **slobodan.homen@mpravde.sr.gov.yu**

N° Téléphone : **+381 11 3620 491**

1. Données démographiques et économiques

1. 1. Généralités

1. 1. 1. Habitants et informations économiques

1) Nombre d'habitants

7411569

2) Dépenses publiques totales annuelles de l'Etat/le cas échéant dépenses publiques des collectivités territoriales ou entités fédérales (en €)

	Montant
Niveau national	6402792430
Niveau territorial / entités	

3) PIB par habitants (en €)

3406,8

4) Salaire moyen brut annuel (en €)

4525,20

5) Taux de change de la monnaie nationale (zone non Euro) en € au 1 janvier 2007

79.577

Veillez indiquer les sources des questions 1 à 4

National bank of Serbia

1. 2. Données budgétaires relatives au système judiciaire

1. 2. 2. Budgets (tribunaux, ministère public, aide judiciaire, frais)

6) Budget total annuel approuvé et alloué à l'ensemble des tribunaux (en €)

156098339

7) Veuillez préciser

8) Le budget approuvé pour les tribunaux inclut-il les postes suivants? Veuillez préciser pour chaque poste (ou pour certains d'entre eux) les montants concernés:

Budget public annuel alloué aux salaires (bruts)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	105940693
Budget public annuel alloué aux nouvelles technologies de l'information (équipements,	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	2730696

investissements, maintenance)

Budget public annuel alloué aux frais de justice Oui 39549823

Budget public annuel alloué aux bâtiments (maintenance, budget de fonctionnement) Oui

Budget public annuel alloué à l'investissement en nouveaux bâtiments (tribunaux) Oui 7877126

Budget public annuel alloué à la formation Oui

Autres (Veuillez préciser) Oui

9) Le budget public annuel alloué à l'ensemble des tribunaux a-t-il été modifié (augmentation – diminution) lors des cinq dernières années ?

Oui

Non

Si oui, veuillez préciser (par exemple en fournissant une indication sur l'augmentation ou la diminution du budget lors des cinq dernières années)

Year (in Euro) Chain index Base index

2002 105,144,641

2003 120,251,942 114 114

2004 110,583,920 91 105

2005 115,772,608 104 110

2006 156,098,339 134 148

10) Existe-t-il une règle générale selon laquelle une personne doit payer une taxe ou des frais pour intenter une procédure devant une juridiction de droit commun :

en matière pénale ?

en matière autre que pénale ?

Si oui, existe-t- il des exceptions ? Veuillez préciser:

11) Si oui, veuillez préciser le montant annuel des frais (ou taxes) perçus par l'Etat (en €)

73462953

12) Budget total annuel approuvé pour l'ensemble du système de justice (en €)

171752356

13) Budget public annuel approuvé et alloué à l'aide judiciaire (en €)**14) Si possible, veuillez préciser**

	le budget public annuel alloué à l'aide judiciaire dans les affaires pénales	le budget public annuel alloué à l'aide judiciaire dans les affaires autres que pénales
Montant	NA	NA

15) Le budget public annuel alloué à l'aide judiciaire est-il compris dans le budget des tribunaux ?

- Oui
 Non

16) Budget public annuel approuvé et alloué au Ministère public (en €)

13864244

17) Le budget public annuel alloué au Ministère public est-il compris dans le budget des tribunaux ?

- Oui
 Non

18) Instances formellement responsables des budgets alloués aux tribunaux :

	Préparation du budget global des tribunaux	Adoption du budget global des tribunaux	Gestion et répartition du budget entre les tribunaux	Evaluation de l'utilisation du budget au niveau national
Ministère de la justice	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autre ministère	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Parlement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Cour Suprême	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Conseil Supérieur de la Magistrature	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Tribunaux	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Organisme d'inspection	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autre	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

19) Si autre ministère et/ou organisme d'inspection et/ou autre, veuillez préciser (suite de la question 18):

The Ministry of Finance

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- **tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus**
- **les caractéristiques de votre système budgétaire et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années**
- **si possible un organigramme avec une description des compétences des différentes instances responsables des procédures budgétaires**

Veillez indiquer les sources pour les questions 6, 7, 13 et 16

The Law on Amendments and Supplements to the Law on the Budget of the Republic of Serbia for 2006 ("Official Gazette of the Republic of Serbia", no. 85/06, of 3 October 2006).

2. Accès à la justice

2. 1. Aide judiciaire

2. 1. 1. Principes

20) L'aide judiciaire concerne-t-elle :

	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
Représentation devant les tribunaux	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Conseil juridique	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autres	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

21) Si autres, veuillez préciser (suite de la question 20) :

Ex officio defence for all criminal offences punishable with penalties of 10 years or more.

Where defendants are minors and where minors are witnesses in criminal matters

When parties are of insufficient means and are freed by the court from payment of all court costs (indigence rights).

22) L'aide judiciaire prévoit-elle la couverture ou l'exonération des frais de justice?

Oui

Non

Si oui, veuillez préciser:

23) Est-il possible de bénéficier de l'aide judiciaire pour des frais relatifs à l'exécution des décisions de justice ?

Oui

Non

Si oui, veuillez préciser :

24) Nombre d'affaires ayant bénéficié de l'aide judiciaire publique octroyée au niveau national, régional ou local:

	Nombre
Total	

En matière pénale	193 in 2006
En matière autre que pénale	no data avai

25) En matière pénale, toute personne qui n'en a pas les moyens peut-elle bénéficier de l'assistance gratuite (ou financée par un budget public) d'un avocat ?

- Oui
 Non

26) Votre pays procède-t-il à un examen des revenus et biens du demandeur avant d'octroyer l'aide judiciaire :

	Non	Oui	Total
en matière pénale ?			
en matière autre que pénale ?			

27) En matière autre que pénale, est-il possible de refuser l'aide judiciaire pour absence de bien-fondé de l'action (par exemple pour caractère abusif de l'action en justice)?

- Oui
 Non

28) Si oui, la décision pour accorder ou refuser est-elle prise par :

- le tribunal ?
 une instance extérieure au tribunal ?
 une instance mixte tribunal/organe externe ?

29) Existe-t-il un système privé d'assurance de protection juridique permettant aux justiciables de financer une action en justice?

- Oui
 Non

Veillez préciser :

30) La décision judiciaire peut-elle porter sur la manière dont les frais de justice payés par les parties au cours de la procédure seront partagés :

	oui	non
en matière pénale ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
en matière autre que pénale ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus
- les caractéristiques de votre système d'aide judiciaire et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années

Either questions are not formulated precisely enough, or the translation is inadequate, so that the answers given here are in accordance with our own interpretation of the questions.

Veillez indiquer les sources pour les questions 24 et 26

2. 2. Usagers des tribunaux et victimes

2. 2. 1. Droit des usagers et victimes

31) Existe-t-il des sites/portails Internet officiels (ex: Ministère de la Justice, etc.) à partir desquels le public a accès gratuitement (Veillez précisez les adresses Internet) :

aux textes juridiques (codes, lois, règlements, etc.) ?	<input checked="" type="checkbox"/> oui	http://www.parlament.sr.gov.yu , National Assembly of the Republic of Serbia http://www.srbija.sr.gov.yu/ , Government of the Republic of Serbia http://www.mpravde.sr.gov.yu/ , Ministry of Justice
à la jurisprudence des hautes juridictions ?	<input checked="" type="checkbox"/> oui	http://www.vrhovni.sud.srbija.yu , Supreme Court of Serbia http://www.trgsud.org.yu , Commercial Court in Belgrade http://www.okrznisudbg.org.yu , District Court in Belgrade http://www.ustavni.sud.sr.gov.yu , Constitutional Court of Serbia http://www.prvisud.com , First Municipal Court in Belgrade http://www.opstinskisudnis.org
à d'autres documents (par exemple formulaires) ?	<input checked="" type="checkbox"/> oui	http://www.mup.sr.gov.yu , Ministry of Internal Affairs http://www.mod.gov.yu , Ministry of Defence http://www.mfin.sr.gov.yu , Ministry of Finance http://www.drzavnauprava.sr.gov.yu , Ministry of State Administration and Local Self-Administration http://www.minpolj.sr.gov.yu , Ministry of Agriculture http://www.merr.sr.gov.yu , Ministry of Economy and Regional Development http://www.mem.sr.gov.yu , Ministry

of Energy and Mining
<http://www.mtid.sr.gov.yu>, Ministry of
Telecommunications and Informatics
Society
<http://www.mtu.sr.gov.yu>, Ministry of
Trade and Services
<http://www.minrzs.sr.gov.yu>, Ministry
of Labour and Social Policy
<http://www.mntr.sr.gov.yu>, Ministry
for Science
<http://www.ekoserb.sr.gov.yu>,
Ministry of Environmental Protection
<http://www.mps.sr.gov.yu>, Ministry of
Education
<http://www.mos.sr.gov.yu>, Ministry of
Youth and Sports
<http://www.kultura.sr.gov.yu>, Ministry
of Culture
<http://www.mv.sr.gov.yu/>, Ministry of
Religions
<http://www.zdravlje.sr.gov.yu>,
Ministry of Health
<http://www.aris.sr.gov.yu>, Republican
Bureau for Informatics and the
Internet

<http://www.statserb.sr.gov.yu/>
Republican Statistics Bureau
<http://www.apr.sr.gov.yu>, Agency for
Economic Registers
<http://www.priv.yu/>, Agency for
Privatization
<http://www.poreskauprava.sr.gov.yu/>,
Tax Administration
<http://www.fcs.yu>, Customs
Administration
<http://www.nbs.yu>, National Bank of
Serbia
<http://www.trgovinski.sud.srbija.yu>,

32) Votre système prévoit-il une obligation d'information des parties concernant les délais prévisibles de la procédure judiciaire ?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser:

No, but Article 52 of the Law on the Administration of Courts specifies that upon receipt of a complaint from one of the parties alleging undue length of the proceedings, the court president has an obligation to examine within 15 days whether the allegations are founded and inform the applicant thereabout

33) Existe-t-il un système d'information spécifique, public et gratuit, pour informer et aider les

victimes d'infractions?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser:

34) Existe-t-il des modalités favorables particulières applicables, au cours des procédures judiciaires, aux catégories de personnes vulnérables suivantes :

	Dispositif d'information	Modalités d'audition	Droits procéduraux	Autres
Victimes de viol	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Victimes du terrorisme	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Enfants/Témoins/Victimes	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Victimes de violence domestique	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Minorités ethniques	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Personnes handicapées	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Délinquants mineurs	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autres	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

35) Votre pays dispose-t-il d'une procédure d'indemnisation des victimes d'infractions ?

- Oui
 Non

36) Si oui, cette procédure d'indemnisation consiste-t-elle en

- un dispositif public ?
 une décision du tribunal ?
 un dispositif privé ?

Si oui, quels sont les types d'affaires entrant dans le cadre de cette procédure ?

Convictions in criminal cases.

In civil proceedings, compensation procedures for damage incurred to victims of crimes.

37) Existe-t-il des études permettant d'évaluer le taux de recouvrement des dommages et intérêts prononcés par les juridictions pour les victimes?

- Oui
 Non

si oui, veuillez préciser :

38) Le procureur a-t-il un rôle spécifique au regard des victimes (protection et assistance)?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser :

Article 504 of the CPC specifies that any information regarding the pretrial proceedings in organized crime cases can be made public only with the written approval of the public prosecutor.

Deputy Chief Prosecutor of the Republic of Serbia is also a member of the Commission for the Implementation of the Program of Protection and Assistance to the Parties in Criminal Proceedings and persons related to them who, because of statements or information of importance for obtaining evidence in criminal proceedings, are exposed to threats to their life, health, physical integrity, freedom or property, according to the Law on the Program of Protection for the Parties in Criminal Proceedings

39) Les victimes d'infractions peuvent-elles contester une décision du procureur de classer une affaire ?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez spécifier :

When the public prosecutor finds that there is no ground for initiating criminal proceedings ex officio, he has 8 days to inform thereof the damaged party and to instruct the party of his/her right to file a private request for prosecution

2. 2. 2. Confiance des citoyens dans leur justice

40) Existe-t-il un système d'indemnisation pour les usagers dans les circonstances suivantes :

- durée excessive de la procédure ?
- non exécution des décisions de justice?
- arrestation injustifiée ?
- condamnation injustifiée ?

Si oui, veuillez préciser (dispositif, tarif journalier) :

Before filing a request for compensation, the damaged party has first to approach the Ministry of Justice and try to make an agreement on the compensation.
All details regarding the existing tariffs and funds are available at the Ministry of Justice.

41) Votre pays a-t-il mis en place des enquêtes auprès des usagers ou des professions juridiques (juges, avocats, fonctionnaires, etc.) pour mesurer leur confiance dans la justice et leur degré de satisfaction par rapport au service rendu ?

- Enquêtes (de satisfaction) auprès des juges
- Enquêtes (de satisfaction) auprès du personnel des tribunaux
- Enquêtes (de satisfaction) auprès des procureurs
- Enquêtes (de satisfaction) auprès des avocats
- Enquêtes (de satisfaction) auprès des citoyens (visiteurs des tribunaux)
- Enquêtes (de satisfaction) auprès d'autres usagers des tribunaux

Si possible, veuillez préciser leurs titres, comment se les procurer, etc :

Presumably, surveys of this type are conducted by NGOs and the public media

42) Si possible, veuillez préciser :

	Oui (Enquêtes systématiques : par exemple annuelles)	Oui (enquêtes occasionnelles)
Enquêtes au niveau national	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Enquêtes au niveau des tribunaux	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

43) Existe-t-il un dispositif national ou local permettant de déposer une plainte sur la performance (par exemple la durée des procédures) ou sur le fonctionnement du système judiciaire (par exemple le traitement d'une affaire par un juge)?

- Oui
 Non

44) Si oui, veuillez préciser :

	Délai pour répondre (Oui)	Délai pour traiter la plainte (Oui)
Tribunal concerné	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Instance supérieure	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Ministère de la Justice	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Conseil supérieur de la magistrature	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autres organisations extérieures (ex. médiateur)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Pouvez-vous donner quelques éléments d'information sur l'efficacité de cette procédure de plainte ?

3. Organisation des tribunaux

3. 1. Fonctionnement

3. 1. 1. Tribunaux

45) Nombre de tribunaux considérés comme entités juridiques (structures administratives) et implantations géographiques (compléter le tableau)

	Nombre total
Tribunaux: de droit commun de 1ère instance (entités juridiques)	138
Tribunaux: spécialisés de 1ère instance (entités juridiques)	17
Tous les tribunaux (implantations géographiques)	199

46) Veuillez préciser les différentes sphères de spécialisation (et, si possible, le nombre de tribunaux concernés)

47) Une réforme dans la structure des tribunaux est-elle envisagée (par exemple une diminution du nombre de tribunaux (implantations géographiques) ou une réforme de la compétence des tribunaux).

Oui

Non

Si oui, veuillez spécifier :

New courts which will be established by legislation yet to be adopted are: the Supreme Court of Cassation, appellate courts, the Administrative Court. District and municipal courts as courts of first instance. New competences will also be defined depending on the inflow of cases, certain courts will be closed.

48) Nombre de tribunaux de 1ère instance compétents pour une affaire concernant :

	Nombre
un recouvrement d'une petite créance	146
un licenciement	136
un vol avec violence	N.A.

Veuillez préciser ce qu'est une petite créance dans votre pays (ne répondre que si la définition a changé par rapport à l'exercice d'évaluation précédent):

Low-value disputes – up to 100,000 dinars for natural persons, and up to 300,000 dinars for legal persons.

Veillez indiquer les sources pour la question 45

Law on the Administration of Courts

3. 1. 2. Juges, personnels tribunaux**49) Nombre de juges professionnels siégeant en juridiction (répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents)**

2506

50) Nombre de juges professionnels exerçant à titre occasionnel et rémunérés comme tel:

	Nombre
donnée brute	
si possible, donnée en équivalent temps plein	

51) Veuillez préciser (ne répondre que si l'information a changé par rapport à l'exercice d'évaluation précédent):

Q50 - No, we do not have such category.

52) Nombres de juges non professionnels, non rémunérés (y compris "lay judges") percevant, le cas échéant, un simple défraiement. Veuillez préciser (ne répondre que si l'information a changé par rapport à l'exercice d'évaluation précédent):

4678

53) Votre système judiciaire prévoit-il un jury de jugement avec une participation des citoyens ? Oui Non

Si oui, pour quel(s) type(s) d'affaire(s) ?

Yes, in civil matters in municipal courts, as well as in panels processing family relations cases, in commercial courts: for economic offences and copyright disputes, in district courts: in civil law matters, paternity and maternity disputes, disputes concerning copyright and related rights, etc, as well as in panels for juveniles

54) Si possible, veuillez indiquer le nombre de citoyens ayant participé à de tels jurys pour l'année de référence?

2998

55) Nombre de personnel non juge travaillant dans les tribunaux (répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents)

10696

56) Si possible, pouvez-vous distinguer ce personnel selon les 4 catégories suivantes:

personnels non juge (Rechtspfleger), chargé de tâches juridictionnelles ou para juridictionnelles, ayant des compétences autonomes et dont les décisions peuvent être susceptibles de recours	<input type="checkbox"/> Oui	
personnels non juge chargés d'assister les juges (préparation des dossiers, assistance à l'audience, tenue des procès verbaux, aide à la préparation de la décision) à l'instar des greffiers	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	3730
personnels chargés de tâches relatives à l'administration et la gestion des tribunaux (gestion des personnels, gestion des moyens matériels y compris de l'informatique, gestion financière et budgétaire, gestion de la formation)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	3364
personnels techniques	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	2353

Veillez indiquer les sources pour les questions 49, 50, 52, 53 et 55

Ministry of Justice

3. 1. 3. Procureurs**57) Nombre de procureurs (répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents)**

689

58) D'autres personnes ont-elles des fonctions comparables à celles des procureurs ? Oui NonSi oui, veuillez spécifier :
aggrieved parties**59) Nombre de personnels (non procureurs) attachés au Ministère public (répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents)**

834

Veillez indiquer les sources pour les questions 57 et 59

Republican Public Prosecution

3. 1. 4. Budget et Nouvelles technologies

60) Qui est responsable du budget du tribunal ?

	Préparation du budget	Arbitrage et répartition du budget	Gestion quotidienne du budget	Evaluation et contrôle de l'utilisation du budget
Conseil d'administration	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Président du tribunal	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Directeur administratif du tribunal	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Greffier en chef	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autre	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

61) Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus
- si possible un organigramme avec une description des compétences des différentes instances responsables des procédures budgétaires au sein des tribunaux

accounting dept.

62) Pour l'assistance directe au travail du juge/du greffier, quelles sont les possibilités offertes par le système informatique existant dans les juridictions ?

	100% des tribunaux	+50% des tribunaux	-50% des tribunaux	- 10 % des tribunaux
Traitement de texte	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Base de données électronique pour la jurisprudence	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Dossiers électroniques	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
E-mail	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Connexion internet	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

63) Pour l'administration et la gestion, quelles sont les possibilités offertes par le système informatique existant dans les juridictions ?

	100% des tribunaux	+50% des tribunaux	-50% des tribunaux	-10% des tribunaux
Enregistrement des affaires	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Système d'information sur la gestion du tribunal	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Système d'information financière	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

64) Pour la communication entre le tribunal et les parties, quelles sont les possibilités offertes par le

système informatique existant dans les juridictions ?

	100% des tribunaux	+50% des tribunaux	-50% des tribunaux	-10% des tribunaux
Formulaire électronique	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Site internet spécifique	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Autres moyens de communication électronique	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

65) Existe-t-il une institution centralisée responsable de la collecte de données statistiques concernant le fonctionnement des tribunaux et du système judiciaire? (ne répondre que si l'information a changé par rapport à l'exercice d'évaluation précédent) Oui Non

Si oui, veuillez préciser le nom et les coordonnées de cette institution :

The Republican Office of Statistics collects some data on the work of courts in accordance with its requirements.

Article 66 of the Law on the Administration of Courts specifies which jobs fall within judicial administration. The Ministry of Justice collects statistical and other data on the work of judicial administration, including the data on the administration and development of the judicial informaton system

Vous pouvez indiquer ci-dessous :**- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus****- les caractéristiques de votre système judiciaire et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années****Veuillez indiquer les sources pour les questions 62, 63 et 64****3. 2. Suivi et évaluation****3. 2. 1. Suivi et évaluation****66) Les tribunaux doivent-ils établir un rapport annuel d'activités ?** Oui Non**67) Existe-t-il un système régulier de suivi des activités des tribunaux concernant:** le nombre de nouvelles affaires ? le nombre de décisions rendues ? le nombre d'affaires faisant l'objet d'un renvoi ? la durée des procédures (délais)? autre?

Veillez préciser:

(the number of incoming cases is monitored by analysing quarterly, six-month and annual reports)

(the number of decisions is monitored by analysing quarterly, six-month and annual reports)

(all postponements of the main hearing in criminal and civil cases are recorded in the court registers, they are followed by the court president)

In collaboration with the Supreme Court of Serbia, the Ministry of Justice has developed a matrix for reporting intended for municipal and district courts. The High Judicial Council has issued a binding instruction on the tabular periodical reporting on the work of courts and judges and the way in which data should be entered into the corresponding tables. The tables contain columns on the number and type of incoming cases, the number of unresolved cases, backlog cases, the total number of pending cases, the number of decisions, the average number of cases per judge in each section, the number of resolved and unresolved cases per judge, the average number of cases pending per judge, and performance data for each judge according to the following indicators: the number of final, amended and overturned decisions.

As for the length of proceedings, statistical data are analysed by subject matter and length of proceedings according to the following timeframes: up to three months, between three and six months, between six months and one year, over one year.

68) Existe-t-il un système régulier d'évaluation de l'activité (en termes de performance, rendement) de chaque tribunal?

Oui

Non

Veillez préciser

69) Concernant l'activité des tribunaux, avez-vous défini des indicateurs de performance?

Oui

Non

70) Veillez préciser les 4 principaux indicateurs de performance et de qualité d'une bonne justice.

Nouvelles affaires

Durée des procédures (délais)

Affaires terminées

Affaires pendantes et stocks d'affaires

Productivité des juges et des personnels des tribunaux

Pourcentage d'affaires traitées par un juge unique

- Exécution des décisions pénales
- Satisfaction du personnel des tribunaux
- Satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les tribunaux)
- Qualités judiciaire et organisationnelle des tribunaux
- Coûts des procédures judiciaires
- Autre

Veillez préciser:

71) Existe-t-il des objectifs de performance pour chaque juge?

- Oui
- Non

72) Existe-t-il des objectifs de performance au niveau des tribunaux ?

- Oui
- Non

73) Veuillez préciser qui fixe ces objectifs:

- pouvoir exécutif (par exemple ministère de la Justice)
- pouvoir législatif
- pouvoir judiciaire (par exemple un Conseil supérieur de la Magistrature)
- autre

Veillez préciser

The legislative has passed the Law on the Administration of Courts and the Law on Judges. The Law on the Administration of Courts defines the types and jurisdiction of courts, internal organisation of courts and manner of their work, and the role of the court administration, which is managed by court president whose role is to ensure respect for the law, good performance and precision of the work of courts, and remove irregularities and delays in the work of courts.

The Law on Judges sets up the system of guarantees for judicial independence. Under the provisions of the said law, the Grand Personnel Chamber of the Supreme Court decides about the removal of judges and presidents of courts in cases of unprofessional and unconscientious discharge of duty, as well as unsuccessful performance of presidents of courts.

The role of the executive (i.e. the Ministry of Justice), according to Article 66 of the Law on the Administration of Courts, is to monitor the implementation of the law and other regulations concerning the administration and work of courts and the conditions of work (staffing, material).

As an organ of judiciary control, the Supervisory Board has the powers to inspect court files or initiate removal procedures upon receipt of a complaint, or at its own initiative.

74) Veuillez préciser les principaux objectifs retenus :

Professional and conscientious work of judges

75) Quelle est l'autorité chargée d'évaluer ces indicateurs de performances des tribunaux :

- le Conseil supérieur de la Magistrature
- le Ministère de la Justice
- un organe d'inspection
- la Cour Suprême
- un organe d'audit extérieur
- autre?

Autre, veuillez préciser :

Grand Personnel Chamber

76) Existe-t-il des standards de qualité (politiques de qualité d'organisation et/ou de qualité judiciaire) définis pour les tribunaux (existence d'un système qualité au sein du système judiciaire) ?

- Oui
- Non

Si oui, veuillez préciser :

Article 55 of the Law on Judges defines what is deemed unconscientious and unprofessional in the work of judges. The Supreme Court of Serbia has defined at the General Meeting of all its judges the criteria for the evaluation of minimum successful performance for judges.

77) Existe-t-il des personnels spécialisés dans les tribunaux responsables d'une politique de qualité et/ou de systèmes de qualité de la justice ?

- Oui
- Non

78) Existe-t-il un système permettant de mesurer le stock d'affaires en cours et de repérer les affaires non traitées dans un délai raisonnable :

- en matière civile ?
- en matière pénale ?

en matière administrative ?

79) Disposez-vous d'un moyen de mesurer les temps morts durant les procédures judiciaires?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser :

According to Article 25 of the Law on Judges, each judge has the obligation to report to the court president why in the first instance proceedings the case has not been closed within six months and to subsequently report on a monthly basis all time-related developments regarding that case.

80) Existe-t-il un système d'évaluation du fonctionnement des tribunaux basé sur un plan d'évaluation (calendrier de visites) convenu a priori ?

- Oui
 Non

Veuillez préciser (y compris en indiquant la fréquence de l'évaluation) :

The internal organisation and work of courts is regulated by the Court Rules of Procedure ("Official Gazette of the Republic of Serbia, nos. 65/03, 115/05 and 4/06) adopted by the Minister of Justice with the approval of the President of the Supreme Court of Serbia. Article 2 of the Court Rules of Procedure specifies that the internal organisation and work of courts are to be viewed separately from court proceedings, they include the organisational, administrative, technical, professional, information, financial and other auxiliary tasks of importance for the functioning of the judiciary. The court president oversees the implementation and proper application of the Rules of Procedure by giving orders and instructions to the judicial and other court staff. The Ministry of Justice oversees the application of the Rules of Procedure on the basis of Article 3 of the Rules. According to Article 4 of the Rules, the Ministry of Justice, through its supervisor, controls the work of the court administration, office management and other activities related to the internal organisation and work of courts, by obtaining a report from the court president or by physically inspecting the court.

In 2006, supervision of all general jurisdiction and commercial courts in Serbia was performed in line with Articles 52, 66 and 71 of the Law on the Administration of Courts, and the priorities set in the Strategy for the Implementation of the Reform in the Judiciary.

Proceeding from the goals in the strategy - strengthening the independence and efficiency of courts - the priority was attached to putting programs in place for dealing with the backlog cases and monitoring the implementation of such programs by presidents of general jurisdiction and commercial courts. As a result, all courts have developed such programs, focusing on identifying the reasons for the delays and continuous monitoring of their implementation, which considerably reduced the number of backlog cases in comparison to previous years.

The monitoring of the set priorities continued in 2007 according to the Annual Plan of Supervision forwarded to all courts at the start of the year. There were 36 supervision visits to first- and second-instance courts, of which 20 visits were announced in the Annual Supervision Plan and 16 were extraordinary visits).

Special priority is attached to the monitoring of the length of court proceedings in order to develop the standards for each type of proceedings. Article 32 of the Constitution of the Republic of Serbia contains fair trial and reasonable time guarantees. In that

context, it is particularly important to note the role of court presidents who, under Article 49 of the Law on the Administration of Courts, represent the court and manage the court administration. It is the duty of court presidents to ensure the respect of the law, order and precision in court proceedings, as well as to remove irregularities and delays in the work of the court. Equally, it is their duty to ensure independence in judicial proceedings and respect for the work of courts

Work is in progress to determine which statistical data are relevant for evaluation and monitoring the implementation of projects in the judiciary, in order to develop standards and methodologies for statistical analyses and oversight of efficiency of the work of courts and prosecutors' offices.

81) Existe-t-il un dispositif régulier de suivi et d'évaluation de l'activité du Ministère public ?

Oui

Non

Si oui, veuillez préciser :

In 2007, the Ministry of Justice also supervised the implementation of the Rules of Administration in public prosecution offices, in accordance with Article 30 of the Law on Public Prosecution. After consultations with the Office of the Republican Public Prosecutor, the Annual Supervision Plan for 2007 was put in place and forwarded to the prosecution offices for each three-month period.

In the report period, a total of 22 supervision visits were made to municipal and district prosecution offices according to the Supervision Plan.

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus
- les caractéristiques du système de suivi et d'évaluation des tribunaux

Regular and extraordinary supervisions equally focus on the supervision of the work of judges and court administration. In addition, supervision visits of the court administration are performed by the Ministry of Justice. The Law on the Administration of Courts also envisages the possibility of direct supervision by a superior court, and the Supervision Board and the Applications and Complaints Section of the Supreme Court.

Veuillez indiquer les sources pour les questions 70, 71, 72 et 76

Annual reports on the work of courts.

4. Procès équitable

4. 1. Principes

4. 1. 1. Principes généraux

82) Quel est le pourcentage de jugements de première instance en matière pénale dans lesquels le suspect n'est pas présent ou représenté par un professionnel (ex. avocat) durant l'audience? (jugements par défaut)

83) Existe-t-il une procédure permettant la récusation effective d'un juge si une partie estime qu'il n'est pas impartial ?

Oui

Non

Si possible, nombre de récusations qui ont abouti (en une année) :

84) Veuillez préciser les données suivantes concernant le nombre d'affaires relatives à l'Article 6 de la Convention européenne des Droits de l'Homme (durée et non-exécution), pour l'année de référence :

	Affaires déclarées irrecevables par la Cour	Règlements amiables	Jugements constatant une violation	Jugements constatant une non violation
Procédures civiles - Article 6§1 (durée)	N/A	N/A	N/A	N/A
Procédures civiles - Article 6§1 (non exécution)	N/A	N/A	N/A	N/A
Procédures pénales - Article 6§1 (durée)	N/A	N/A	N/A	N/A

Veuillez indiquer les sources pour les questions 82 et 84

4. 2. Durée des procédures

4. 2. 1. Généralités

85) Existe-t-il des procédures spécifiques pour les affaires urgentes :

en matière civile ?

en matière pénale ?

en matière administrative ?

Si oui, veuillez préciser :

There are specific procedures for all urgent matters. In civil proceedings, for example, all cases falling under the category of labour disputes, allowance and custody cases, cases preventing the rightful owner from enjoying his property, media cases and similar are dealt with by a specific procedure where the emphasis is on urgency. In criminal proceedings, special procedure is applied to detention cases and cases involving juvenile offenders. In administrative cases, special procedure is resorted to in election cases and cases related to the rights of convicts (guaranteed by the Law on the Execution of Penal Sanctions), status and labour dispute cases etc. In criminal cases, a detainee receives a court decision on detention not later than 24

hours after being deprived of his liberty. The decision can be challenged within the next 24 hours and the judicial chamber has 48 hours to make a decision (Article 148 of the Code of Criminal Proceedings - CPC). The detention can last up to one month and can be extended only if a new court decision is made to that effect. The duration of the extension cannot exceed two months. If the deprivation of liberty was ordered by court as part of criminal proceedings for an offence carrying a sentence of minimum five years in prison, a Supreme Court chamber can extend the detention for up to three months at the most (Article 144 of the CPC).

Once the indictment is submitted to court, a judicial chamber will, until the completion of the main hearing, review the reasons for detention every 30 days until the indictment is verified, and every two months thereafter (Article 146 of the CPC).

86) Existe-t-il des procédures simplifiées :

- en matière civile (petits litiges) ?
- en matière pénale (petites infractions) ?
- en matière administrative ?

Si oui, veuillez préciser (par exemple si une nouvelle loi sur les procédures simplifiées a été adoptée):

87) Les tribunaux et les avocats ont-ils la possibilité de conclure des accords sur les modalités de traitement des affaires (présentation des dossiers, fixation des délais pour conclure et des dates d'audience) ?

- Oui
- Non

Si oui, veuillez préciser :

Article 304 of the Code of Criminal Proceedings ("Official Gazette of the Republic of Serbia", no. 46/06 of 02/06/2006), whose application was postponed until 31 December 2008, introduces plea bargaining in our legal system for all criminal offences carrying a penalty of up to ten years in prison. The prosecutor can propose to the accused and his legal representative a plea bargaining agreement (the accused and his legal representative have the same right), which is then submitted to court for final decision. The CPC also contains a separate provision for expedient procedures for cases where criminal sanctions are pronounced without a main hearing, for amicable settlement cases and for cases where the court issues a reprimand.

The expedient procedure is also applied for criminal offences punishable by a fine or where the CPC prescribes a prison sentence of up to three years (Article 446).

For criminal offences punishable by a fine or a prison sentence of up to three months, the court can, at the proposal of the public prosecutor, make a final decision without holding a main hearing (Article 460).

The public prosecutor can also propose an expedient procedure to the investigating judge if a person was arrested in the course of perpetrating a crime punishable by a fine

or a prison sentence of up to three years. Under such circumstances and if the accused has confessed to committing the crime in question, the investigating judge can punish the perpetrator by ordering him to pay half of the prescribed fine or send him to prison for up to two years.

At the proposal of the accused or his legal representative, or at the proposal of the damaged party or his legal representative, or, equally, in situations when the public prosecutor acts ex officio, the public prosecutor can, upon receipt of the criminal report involving a crime punishable by a fine or one year in prison, invite the accused and the damaged party to a special hearing where they are informed about a possibility to reach an amicable settlement through mediation. The mediation proceedings are conducted by a certified mediator designated by the Republican Public Prosecutor.

The amicable settlement agreement, which is concluded in written form, can also contain a provision ordering the accused to remove the impact of his crime, to compensate for the damage incurred, to pay allowances overdue, to do community work and similar (Article 475 of the CPC).

4. 2. 2. Affaires pénales, civiles et administratives

88) Nombre total d'affaires en 1ère instance (contentieuses et non contentieuses); (veuillez compléter le tableau)

	Affaires pendantes au 1 janvier 2006	Nouvelles d'affaires	Décisions au fond	Affaires pendantes au 31 décembre 2006
Nombre total d'affaires civiles, commerciales et administratives(1-7)				
1 Affaires civiles (et commerciales) contentieuses*	113916	144356	158036	100236
2 Affaires civiles (et commerciales) non contentieuses*	38825	303227	303579	38473
3 Affaires relatives à l'exécution	139679	193351	200358	132674
4 Affaires relatives au registre foncier**	22447	130254	118740	33961
5 Affaires relatives au registre du commerce**				
6 Affaires administratives*	1050	5163	4700	1513
7 Autres				
Nombre total d'affaires pénales (8+9)				
8 Affaires pénales (infractions graves)	46614	60951	59881	47684
9 Petites infractions	4972	6535	7291	4216

89) * Les affaires mentionnées aux catégories 3 à 5 (exécution, registre foncier, registre du commerce) sont exclues de ce total et doivent être présentées séparément dans le tableau. Les affaires mentionnées à la catégorie 6 (affaires administratives) sont exclues de ce total pour les pays disposant de tribunaux spécialisés ou d'unités spécialisées au sein des juridictions.

** s'il y a lieu

Remarque : pour les affaires pénales il peut y avoir une difficulté de classification entre affaires pénales graves et petites infractions. Certains pays peuvent connaître d'autres voies de traitement des petites infractions (par exemple par la procédure administrative). Veuillez indiquer, si possible, les catégories d'affaires reportées dans la catégorie affaires pénales (infractions graves) et les affaires à reporter dans la catégorie "petites infractions".

Explication

90) Nombre total d'affaires en 2ème instance (appel) (contentieuses et non contentieuses);

(veuillez compléter le tableau)

	Affaires pendantes au 1 janvier 2006	Nouvelles d'affaires	Décisions au fond	Affaires pendantes au 31 décembre 2006
Nombre total d'affaires civiles, commerciales et administratives (1-7)				
1 Affaires civiles (et commerciales) contentieuses*	15768	78329	70010	24087
2 Affaires civiles (et commerciales) non contentieuses*				
3 Affaires relatives à l'exécution				
4 Affaires relatives au registre foncier**				
5 Affaires relatives au registre du commerce**				
6 Affaires administratives				
7 Autres				
Nombre total d'affaires pénales (8+9)				
8 Affaires pénales (infractions graves)				
9 Petites infractions	2270	21175	21188	2257

91) Nombre total d'affaires au niveau des cours suprêmes (contentieuses et non contentieuses);

(veuillez compléter le tableau)

	Affaires pendantes au 1 janvier 2006	Nouvelles d'affaires	Décisions au fond	Affaires pendantes au 31 décembre 2006
Nombre total d'affaires civiles, commerciales et administratives (1-7)				
1 Affaires civiles (et commerciales) contentieuses*	4022	8352	9019	3355
2 Affaires civiles (et commerciales) non contentieuses*				
3 Affaires relatives à l'exécution				
4 Affaires relatives au registre foncier**				
5 Affaires relatives au registre du commerce**				
6 Affaires administratives	11516	13501	10458	14559
7 Autres				
Nombre total d'affaires pénales (8+9)				
8 Affaires pénales (infractions graves)	1892	7750	7606	2036
9 Petites infractions				

92) Nombre d'affaires de divorces, licenciements, vols avec violence et homicides volontaires reçues et traitées par les tribunaux de 1ère instance (compléter le tableau)

	Affaires pendantes au 1er janvier 2006	Affaires nouvelles	Décisions	Affaires pendantes au 31 décembre 2006
Divorces				
Licenciements				
Vols avec violence				
Homicides volontaires				

93) Durée moyenne des procédures (à partir de la date de saisine du tribunal)

	% des décisions ayant fait l'objet d'un appel	% d'affaires pendantes de plus de 3 ans	1ère instance	2ème instance	Total de la procédure
Divorces					
Licenciements					
Vols avec violence					
Homicides volontaires					

94) Le cas échéant, veuillez préciser les procédures propres au divorce:

95) Comment est calculé le délai de procédure pour les quatre catégories d'affaires ? (veuillez décrire la méthode de calcul)

96) Veuillez décrire le rôle et les attributions du procureur dans la procédure pénale (plusieurs choix possibles):

- diriger ou superviser l'enquête policière
- faire des enquêtes
- quand cela est nécessaire, saisir le juge pour qu'il ordonne des mesures d'enquêtes
- porter une accusation
- soumettre l'affaire au tribunal
- proposer une peine au juge
- faire appel
- superviser la procédure d'exécution
- classer l'affaire sans suite, sans avoir une décision du tribunal
- clore l'affaire par une sanction ou une mesure imposée ou négociée sans décision d'un juge
- autre attribution significative

Veuillez préciser:

The Criminal Procedure Code (hereafter "the CPC") currently in force stipulates that a public prosecutor, i.e. a prosecutor authorized to initiate criminal prosecution in respect to criminal acts for which there is a statutory obligation of prosecution, leads pre-trial proceedings, requests conduct of an investigation, raises and represents an indictment, files a complaint against court decisions which are not final, and initiates proceedings based on extraordinary legal remedies against final decisions. He/she can furthermore take over prosecution from persons authorised to seek the initiation of prosecution in special cases stipulated by the law, give an opinion in regards to determining bail, suggest extension and give consent to termination of detention, abandon further prosecution (by filing a statement to that effect), withdraw an indictment during preparations for the main hearing, abandon the right to file an appeal. A public prosecutor also has certain competences in summary proceedings, is entitled to file a

motion to initiate proceedings against a minor, can file a request for conduct of additional preparatory actions, can propose punishment or determination of safety measures such as mandatory (psychiatric) treatment and monitoring of a mentally disordered offender, that is his/her treatment while on liberty.

Competences of a public prosecutor will considerably increase once the new CPC enters into force on 31 December 2008, especially in regards to conduct of an investigation.

Part of this question has already been answered under question 86 of the Questionnaire

97) Le procureur a-t-il également un rôle dans les affaires civiles et/ou administratives ?

Oui

Non

Si oui, veuillez préciser :

The prosecutor also has the right to seek extraordinary legal remedies.

98) Fonctions du procureur concernant les affaires pénales – veuillez compléter ce tableau :

	Reçues par le Procureur	Classées sans suite par le Procureur parce que l'auteur de l'infraction n'a pas pu être identifié	Classées sans suite par le Procureur en raison d'une impossibilité de fait ou de droit	Classées sans suite par le Procureur pour raison d'opportunité	Terminées par une sanction ou par une mesure imposée ou négociée par le Procureur	Portées par le Procureur devant les tribunaux
Nombre total d'affaires pénales de 1ère instance	173838	23717			6817	59108

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus

- les caractéristiques de votre système concernant la durée des procédures et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années

Veuillez indiquer les sources pour les questions 92 à 94 et question 98

5. Carrière des juges et procureurs

5. 1. Désignation et formation

5. 1. 1. Recrutement, nomination et promotion

99) Comment les juges sont-ils recrutés ?

- Par concours (par exemple après un diplôme universitaire en droit)
- Une procédure de recrutement spécifique pour des professionnels du droit ayant une longue expérience juridique (par exemple des avocats)
- Une combinaison des deux
- Autres

Si autres, veuillez préciser :

Election of judges is advertised by the High Judicial Council, which nominates candidates for judges, who are elected by the National Assembly of the Republic of Serbia. The National Assembly can only elected candidates nominated by the High Judicial Council

100) Les juges sont-ils recrutés et nommés, initialement, en début de carrière, par :

- une instance composée seulement de juges ?
- une instance composée seulement de non juges
- une instance composée de juges et de non juges ?

101) La même instance est-elle compétente pour la promotion des juges ?

- Oui
- Non

Si non, veuillez préciser quelle instance est compétente pour la promotion des juges :

102) Quels critères et procédures sont utilisés pour promouvoir les juges ? (Veuillez préciser)

According to the Decision on Criteria and Standards for Nominating Candidates for the Election of Judges and Court Presidents issued by the High Judicial Council, the criterion for assessing the performance of judges who are candidates for promotion to a high-instance court is the number of decisions issued on merits, percentage of decisions upheld, reversed and set aside in the total number of cases decided on merits and reviewed according to regular and extraordinary remedies, and the percentage of decisions quashed in the total number of decisions issued on merits. Another criterion for rating performance is the processing of old cases (number of old cases received and number of old cases decided), as well as the number of criminal matters that have lapsed for which expiry the candidate can be held responsible.

For candidates who have decisions not completed for over 30 days, the High Judicial Council will always seek a detailed report about their performance in the preceding three years.

103) Comment sont recrutés les procureurs ?

- Par concours (par exemple après un diplôme universitaire en droit)
- Une procédure de recrutement spécifique pour des professionnels du droit ayant une longue expérience juridique (par exemple des avocats)
- Une combinaison des deux
- Autres

Si autres, veuillez préciser :

Election of public prosecutors and their deputies is conducted in the same manner as that of judges and court presidents.

104) Les procureurs sont-ils recrutés et nommés, initialement en début de carrière, par :

- une instance composée seulement de procureurs ?
- une instance composée de seulement de non procureurs?
- une instance composée de procureurs et de non procureurs?

105) La même instance est-elle compétente pour la promotion des procureurs ?

- Oui
- Non

Si non, veuillez préciser quelle instance est compétente pour la promotion des procureurs

106) Quels critères et procédures sont utilisés pour promouvoir les procureurs? (veuillez préciser)

107) Le mandat est-il à durée indéterminée pour les juges?

- Oui
 Non

Existe-t-il des exceptions ? Veuillez préciser :

No

108) Le mandat est-il à durée indéterminée pour les procureurs ?

- Oui
 Non

Existe-t-il des exceptions ? Veuillez préciser :

Deputy public prosecutors are elected to a term of office of eight years and may be re-elected

109) Si non, qu'elle est la durée du mandat ?

Est-il renouvelable ?

pour les juges

oui, veuillez préciser la durée

pour les procureurs

oui, veuillez préciser la durée

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus

- les caractéristiques de votre système de sélection et de nomination des juges et des procureurs et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années

5. 1. 2. Formation

110) Nature de la formation des juges.

Est-elle obligatoire?

- Formation initiale
- Formation continue générale
- Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. juge pour les affaires économiques ou administratives)
- Formation continue pour des fonctions spécifiques (ex. présidence d'un tribunal)
- Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux

111) Fréquence de la formation des juges :

	Annuelle	Régulière	Occasionnelle
Formation initiale	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Formation continue générale	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Formation continue pour des fonctions spécialisées	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Formation continue pour des fonctions spécifiques	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

112) Nature de la formation des procureurs. Est-elle obligatoire?

- Formation initiale
- Formation continue générale
- Formation continue spécialisée (ex. procureur spécialisé)
- Formation continue pour des fonctions spécifiques (ex. procureur général et/ou gestionnaires)
- Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux

113) Fréquence de la formation des procureurs :

	Annuelle	Régulière	Occasionnelle
Formation initiale	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Formation continue générale	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Formation continue spécialisée	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Formation continue pour des fonctions spécifiques	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus

- des commentaires sur l'attention portée dans les curricula à la Convention européenne des Droits de l'Homme et à la jurisprudence de la Cour

- les caractéristiques de votre système de formation des juges et des procureurs et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années

The institution which conducts judicial training is the Judicial Training Centre (JTC). The JTC's founders are the Government of the Republic of Serbia, the Ministry of Justice and the Associations of Judges of Serbia. Under its Statute, the JTC has a Management Board with 11 members. The Ministry of Justice appoints five members, one of whom is a judge and one a prosecutor. The Associations of Judges of Serbia appoints another five, and the last member is chosen from among JTC staff. The JTC has the legal status of a public institution with special competences.

The JTC's Programme Council has nine members, all elected by the Management Board. It is responsible for adopting curricula for the training of judges and prosecutors and for forming working groups. The JTC has working groups for civil law, criminal law, administrative law, commercial law, prosecutors, and human rights. In accordance with the JTC's obligation under the law to organise specialist training in the areas of juvenile justice law and family law, the working group for criminal law has a sub-group for juveniles and the working group for civil law a sub-group for family law.

Annual training programme and plan of activities

The annual programme of work is proposed by the Programme Council and adopted by the JTC's Management Board. JTC working groups and department heads are tasked with elaborating programme details and activities. In the process of developing training programmes, attention is paid particularly to the following:

- a) new basic laws, adopted in accordance with Serbia's commitment to judicial reform, integration in the EU and attracting foreign investments
- b) training judges and prosecutors for vigorous enforcement of the law in the fight against corruption, money laundering, human trafficking and organised crime
- c) informing judges and prosecutors about EU standards and the judiciary's obligations in the process of association with the EU
- d) training judges and prosecutors in the application of international human rights conventions. Special training programme: "European Convention for the Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms and the European Court of Human Rights" (ECHR).
- e) needs defined by judges and prosecutors in the questionnaire which is sent annually to all judges and prosecutors and the questionnaire they receive after every training seminar
- f) since May 2006, the regular programme has included training in court management, involving court presidents and secretaries, and training for courts' and prosecutions' spokespersons
- g) special compulsory training programme specialist training prescribed by law. Currently, training prescribed by the Law on Juvenile Criminal Offenders and the Criminal Law Protection of Juveniles, and the Family Law
- h) the JTC, as well as individual courts or prosecutions, organise computer (IT) training

The JTC has been organising a French language course, in co-operation with the Embassy of France in Belgrade. German-language courses were organised in 2005 and 2006.

Trainers

Some 95% of all JTC's trainers and lecturers are judges and prosecutors, mostly from the Supreme Court of Serbia and the Office of the Republican Public Prosecution. Under a decision of the Programme Council, all judges and prosecutors who conduct training for the JTC attend a compulsory train-the-trainer programme intended to develop teaching skills

Introduction

The JTC has from its foundation invested much effort in human rights issues. Accordingly, for the purpose of implementing the programme focusing on human rights standards in the best possible manner, the JTC has set up a human rights department, alongside those for criminal law, civil law, commercial law and administrative law. In co-operation with the Council of Europe office in Belgrade, a special train-the-trainer programme has been completed. The JTC now has nine national trainers – who have completed the Council of Europe training programme and received certificates from that organisation. In co-operation with the Council of Europe, the JTC has also completed training programmes for judges and prosecutors on the European Convention for the Protection of Human Rights and the corresponding case law.

Seminars: 'Council of Europe and the European Convention for the Protection of Human Rights, Articles 5 and 6' (basic seminar)

This is a training programme for judges and prosecutors implemented together with the Council of Europe. Between its start in 2004 and mid-2006, all district court judges in Serbia were covered by the programme. In September 2006, also with the Council of Europe, the JTC organised a special seminar for justices of the Supreme Court of Serbia, with 95% attendancy. The lecturers were judges of the European Court of Human Rights, and experts of the Council of Europe.

Training for prosecutors - 'The Council of Europe and the European Convention for the Protection of Human Rights, Articles 5 and 6' – began late in 2006 by the end of that year, seminars had been held in three District Prosecutions. In March and April 2007, another five seminars in this series were organised for prosecutors, in co-operation with the Council of Europe.

In June 2007, the JTC began a programme entitled 'European Convention for the Protection of Human Rights,

Article 3 and Article 5' intended for prosecutors and criminal law department judges. The programme covers five public prosecutions, including the Republican Public Prosecution.

Advanced training for judges and prosecutors in connection with the European Convention on Human Rights. In addition to a series of seminars for prosecutors on 'The Council of Europe and the European Convention for the Protection of Human Rights, Articles 5 and 6' in 2007, the JTC and the Council of Europe have concluded an arrangement concerning the organisation of the following seminars for judges and prosecutors in 2007:

1. Five seminars on the 'European Convention for the Protection of Human Rights, Articles 3 and 5' – for judges in district courts' criminal law departments.
2. Ten seminars on the 'European Convention for the Protection of Human Rights, Article 8 and Article 1 of Protocol No. 1' – for district courts' civil law department judges, beginning from September 2007
3. The JTC is planning to organise seminars for judges - 'European Convention for the Protection of Human Rights, Article 6 – Right to a Public Hearing within a Reasonable Time'. One-day seminars are planned at which only the length of the proceedings would be covered. The fact that most applications to the European Court concern the length of court proceedings makes it essential to inform judges about this problem and the standards set by the European Court in this area, so that they can focus attention on lengthy cases in their courts and in this way reduce the number of applications submitted to Strasbourg.

4. The programme 'European Convention for the Protection of Human Rights, Article 3 and Article 5', intended for prosecutors and criminal law department judges, began in June 2007. The programme covers five district prosecutions, including the Republican Public Prosecution.

5. After a successfully realised pilot-programme in 2007, training programmes will continue in 2008 on the standards set by the European Convention on Human Rights and the European Court in connection with civil, criminal and commercial law. The working group for criminal law, besides dealing with domestic legislation, also covers standards set by the ECHR in respect of detention, special investigatory measures and evidence. The working group for civil law has introduced ECHR standards in the family law and child-protection curricula. The commercial law programme now includes standards in the sphere of enforcement [of court decisions].

The JTC's programme for 2008 calls for organising special training in connection with the European Convention and the ECHR's standards for advisors in the Supreme Court of Serbia and the Constitutional Court of Serbia.

KEY ELEMENTS OF THE SYSTEM OF TRAINING AND REFORMS

Training of judges and prosecutors in Serbia is not compulsory, except for specialist training for juvenile and family law judges and prosecutors.

In 2006 the JTC organised a total of 212 training events of varying duration, covering a total of 9,061 judges and prosecutors statistically, in 2006, every judge and prosecutor in Serbia attended an average of 3.5 training events, lasting on average 5.80 days.

The data for 2007 (covering the period until 1st November) indicate a slight increase in the days spent in training (5.90).

The legal framework for the JTC's activity in the 2006 – 2007 period

- a) In the Judicial Reform Strategy, adopted in the National Assembly of the Republic of Serbia, the JTC was designated as the body in charge of training in the judiciary. The Strategy envisages the JTC's institutional consolidation and transformation into a National Training Institute. In accordance with the commitment of the Government of the Republic of Serbia and of the Ministry of Justice to strengthening the JTC, the JTC nominates one member to the Commission for the Implementation of the Judicial Reform Strategy.
- b) A Law on Training for Judges, Public Prosecutors and Judicial and Prosecutorial Assistants has been adopted under the Law the JTC has been authorised to develop, organise and implement continuous training for judges and prosecutors.
- c) Under the Law on Juvenile Criminal Offenders and the Criminal-Law Protection of Juveniles, judges, prosecutors, lawyers and members of the police participating in proceedings in which a juvenile is the perpetrator of a criminal offence or where a juvenile is the victim of a criminal offence must pass specialist training organised by the JTC.
- d) Under the Family Law, the Government of the Republic of Serbia has adopted a Regulation on the Manner of Acquiring Special Knowledge of the Rights of the Child for Judges Involved in Family Law Proceedings. Under the Regulation, the JTC is authorised to organise and implement compulsory training programmes for judges adjudicating family law cases.

5. 2. Exercice de la profession

5. 2. 1. Salaires

114) Salaires des juges et des procureurs (compléter le tableau)

	Salaire annuel brut (Euro)	Salaire annuel net (Euro)
Juge professionnel de 1ère instance au début de sa carrière	13991	8328
Juge de la Cour suprême ou de la dernière instance de recours	22258	13249
Procureur au début de sa carrière	13991	8328
Procureur auprès de la Cour suprême ou de la dernière instance de recours	22258	13249

115) Les juges et les procureurs bénéficient-ils des avantages suivants :

	Juges	Procureurs
Imposition réduite	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Retraite spécifique	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Logement de fonction	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autre avantage financier	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

116) Si autre avantage financier, veuillez précisez :

Article 34, paragraph 1 of the Law on Judges stipulates that the High Council of the Judiciary can raise the basic salary of a judge or court president by 20%, depending on the complexity and volume of work. The basic salary of judges trying organized crime and war crime cases can be increased by an additional 100%.

Article 54, paragraph 2 of the Law on Public Prosecution stipulates that the High Council of the Judiciary can increase the basic salary of a public prosecutor by 20%, depending on the volume of work.

Also, the High Council of the Judiciary can increase the salaries for justices of the Supreme Court by 20%, depending on the complexity and volume of work.

117) Un juge peut-il cumuler son travail avec les autres professions suivantes :

	Oui rémunéré	Oui non rémunéré	Non
Enseignement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Recherche et publication	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Arbitrage	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Consultant	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Fonction culturelle	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Autre fonction	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

118) Si autre fonction, veuillez préciser**119) Un procureur peut-il cumuler son travail avec les autres professions suivantes :**

	Oui rémunéré	Oui non rémunéré	Non

Enseignement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Recherche et publication	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Arbitrage	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Consultant	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Fonction culturelle	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Autre fonction	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

120) Si autre fonction, veuillez préciser :

121) Des indemnités sont-elles accordées aux juges en fonction du respect d'objectifs quantitatifs de production de décisions ?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser :

Veuillez indiquer la source pour la question 114

5. 2. 2. Procédures disciplinaires

122) Quelle autorité peut engager des procédures disciplinaires contre les juges et/ou les procureurs ? Veuillez préciser :

Disciplinary sanctions for judges do not exist in Serbia. There is a possibility of issuing a reprimand to a judge as part of the procedure of dismissal., and the reprimand is then recorded in the judge's personal file. The motion for dismissal is filed by a court president, the Minister of Justice and the Supervisory Board of the Supreme Court.

123) Quelle autorité détient le pouvoir disciplinaire à l'encontre des juges et des procureurs ? Veuillez préciser:

Since there is no disciplinary accountability, there is no body with disciplinary powers. The reasons for dismissal are determined by the Grand Personnel Chamber (composed of nine justices of the Supreme Court), which has the possibility to issue a reprimand to a judge.

124) Types de procédures disciplinaires et sanctions à l'encontre des juges et des procureurs : nombre de procédures disciplinaires intentées

	Juges	Procureurs
Nombre total (1+2+3+4)	N/A	N/A
1. Faute déontologique		
2. Délit pénal		
3. Insuffisance professionnelle		
4. Autre		

125) Types de procédures disciplinaires et sanctions à l'encontre des juges et des procureurs : nombre de sanctions prononcées

	Juges	Procureurs
Nombre total (total 1 à 9)	103	0
1. Réprimande	36	
2. Suspension	29	
3. Révocation		
4. Amende		
5. Diminution de salaire temporaire	38	
6. Rétrogradation de poste		
7. Mutation dans un autre tribunal géographiquement		
8. Démission		
9. Autre		

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus
- les caractéristiques de votre système de procédures disciplinaires pour les juges et les procureurs et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années

Q124 - We do not conduct such a record for judges or prosecutors

Q125 - There wasn't any pronounced sanctions against prosecutors in 2006

6. Avocats

6. 1. Statut de la profession

6. 1. 1. Profession

126) Nombre d'avocats exerçant dans votre pays

6720

127) Ce chiffre inclut-il la catégorie « conseiller juridique » (« solicitor/in-house counsellor ») qui ne peut pas représenter en justice ?

- Oui
 Non

128) Nombre de conseillers juridiques

129) Les avocats ont-ils le monopole de la représentation en justice ?

- Affaires civiles*
 Affaires pénales - Défendeur*
 Affaires pénales - Victime*
 Affaires administratives*

*Le cas échéant, veuillez préciser si cela concerne tous les niveaux d'instance. En cas de non monopole, veuillez préciser les organismes ou personnes pouvant représenter les clients devant un tribunal (par exemple une ONG, membre de la famille, syndicat, etc....) et pour quelles affaires.

Civil cases** No, except in respect of filing requests for review and filing requests for re-opening proceedings

Criminal cases - Defendant* the size of the penalty prescribed by law determines whether a defender is mandatory, in which case it may only be a lawyer

Criminal cases - Victim*where an aggrieved party in criminal proceedings is participating only as an aggrieved party, his/her attorney need not be a lawyer, but where in certain cases defined by law the aggrieved party is conducting criminal prosecution instead of the public prosecutor, his/her attorney must be a lawyer

Administrative cases* no

130) La profession d'avocat est-elle organisée à travers :

- un barreau national ?
 un barreau régional ?
 un barreau local ?

Veuillez préciser :

Every lawyer registered in the Index of Lawyers is also registered in the National Bar Association's Register and the Register of a Regional Bar Association, of which there are

eight in Serbia - organised according to district courts' territorial jurisdiction

Veillez indiquer la source pour la question 126

the Statute of the Bar Association of Serbia determines the internal organisation of the Bar Association, founded in accordance with the Law on the Lawyers' Profession and representing a self-governing and independent professional organisation

6. 1. 2. Formation

131) Existe-t-il une formation initiale ou un examen spécifique pour accéder à la profession d'avocat ?

- Oui
- Non

132) Existe-t-il un système de formation continue générale obligatoire pour les avocats ?

- oui
- Non

133) La spécialisation dans certains domaines est-elle liée à certaines formations/à un certain niveau de diplôme/à certaines autorisations ?

- Oui
- Non

Si oui, veuillez préciser :

Where a participant in criminal proceedings is a minor, specific training is mandatory for lawyers and all other officers of the court

6. 1. 3. Honoraires

134) Pour le justiciable, existe-t-il une transparence sur les honoraires prévisibles des avocats ?

- Oui

Non

135) Les honoraires des avocats sont-ils :

- réglementés par la loi ?
 réglementés par le Barreau ?
 librement négociés ?

6. 2. Evaluation

6. 2. 1. Plaintes et sanctions

136) Des normes de qualité ont-elles été formulées pour les avocats ?

- Oui
 Non

137) Si oui, qui est responsable de la formulation de ces normes de qualité:

- le Barreau ?
 le législateur ?
 autre ?

Veillez préciser (y compris une description des critères de qualité utilisés):

138) Existe-t-il une possibilité de déposer une plainte concernant :

- la prestation de l'avocat ?
 le montant des honoraires ?

Veillez préciser :

Clients, participants in proceedings may lodge complaints about the work of lawyers in written form

139) Quelle est l'autorité compétente pour traiter des procédures disciplinaires :

- le juge ?
- le ministère de la Justice ?
- une instance professionnelle ou autre ?

Veillez préciser :

The Bar Association's disciplinary bodies, as follows: the Disciplinary Prosecutor, and the Disciplinary Court. Disciplinary bodies in the first instance are formed in regional bar associations, while the second-instance Disciplinary authority is formed in the national Bar Association

**140) Procédures disciplinaires et sanctions à l'encontre des avocats:
Procédures disciplinaires initiées**

	Faute déontologique	Insuffisance professionnelle	Délit pénal	Autre
Nombre annuel	625			

**141) Procédures disciplinaires et sanctions à l'encontre des avocats :
Types de sanctions prononcées**

	Réprimande	Suspension	Révocation	Amende	Autre
Nombre annuel		7		10	1

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus
- les caractéristiques de votre système d'organisation du Barreau et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années

All proceedings concern violations of the professional code of ethics, classified as minor or serious breaches, the exact types of breaches are defined by the Statute of the Bar Association of Serbia
Under the Law on the Lawyers' Profession, disciplinary sanctions include the following: fines, or striking from the Index of Lawyers for a certain period. Fines may not amount to less than five times the lowest fee in the Lawyers' Rates, or more than five times the highest fee in the Lawyers' Rates. Offenders may not be struck from the Lawyers' Index for less than six months or more than five years. Striking from the Index has been ordered in one case, but the disciplinary verdict is not final, in all other cases fines were handed down.

Where complaints are lodged by natural or legal persons in connection with the work or conduct of lawyers, the Disciplinary Prosecutor of the Bar Association mounts an investigation and determines whether it is justified to

file disciplinary charges. Where disciplinary charges are filed, proceedings are conducted and a decision issued by the Disciplinary Court.
Decisions are appealable.

Where a complaint against a lawyer has been dismissed as unfounded, an appeal may be lodged with the second-instance Disciplinary Prosecutor of the national Bar Association.

No reforms have been conducted in the past two years of the organisation of the national and regional Bar Associations.

7. Modes alternatifs de règlement des litiges

7. 1. Médiation et autres formes de règlement des litiges

7. 1. 1. Médiation

142) Le cas échéant, veuillez préciser, par type d'affaires, l'organisation de la médiation judiciaire :

	Possibilité de médiation privée ou médiation annexée au tribunal	Médiateur privé	Instance publique	Juge	Procureur
Affaires civiles et commerciales	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Affaires familiales (ex: divorces)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Affaires administratives	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Licenciements	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Affaires pénales	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

143) Est-il possible de bénéficier de l'aide judiciaire lors des procédures de médiation ?

Oui

Non

Si oui, veuillez spécifier :

Legal aid for mediation procedures can be rendered in the following ways:

1. The legal aid offered by the Center for Mediation by providing relevant information about the mediation procedure and the way in which an application for mediation can be submitted

2. Pursuant to the Law on Mediation ("Official Gazette of the Republic of Serbia", no. 125/04), legal representatives of the parties to the mediation procedure (lawyers) can also participate in the procedure

144) Pouvez-vous donner des informations sur les médiateurs accrédités ?

Oui

Non

Si oui, veuillez indiquer le nombre de médiateurs :

202

145) Pouvez-vous donner des informations sur le nombre total de procédures de médiation concernant :

les affaires civiles ? oui, nombre : 1075

les affaires familiales ? oui, nombre : 1

les affaires administratives ? oui, nombre :

les affaires de licenciements ?	<input checked="" type="checkbox"/> oui,	48
	nombre :	
les affaires pénales ?	<input checked="" type="checkbox"/> oui,	5
	nombre :	

Veillez indiquer la source pour la question 145

Center for Mediation of the Republic of Serbia

7. 1. 2. Autres formes de règlement des litiges

146) Pouvez-vous donner des informations sur les autres mesures alternatives de règlement des litiges (par ex. arbitrage) ? Veuillez spécifier :

Q146 - The Law on the Amicable Resolution of Labour Disputes was published in the Official Gazette of the Republic of Serbia, No. 125/2004 dated 22 November 2004. Depending on the type of dispute, there are two mechanisms for the peaceful resolution of disputes: conciliation procedures for collective labour disputes, and arbitration procedures for individual labour disputes. The Law provides for the establishment of the Republican Agency for Amicable Resolution of Labour Disputes.

Under the Law on Arbitration (Official Gazette of the Republic of Serbia, No. 46/2006) the conciliation procedure – mediation by an arbitration – is defined in Article 7, as follows:

(1) In cases where Arbitration may be competent for resolving disputes, any party, irrespective of whether the competence of the Arbitration has been contractually agreed, may seek mediation of the Arbitration for the purpose of conciliation according to the provisions of this Regulation.

(2) The conciliation procedure is independent from the arbitration procedure, and where a conciliation procedure does not succeed, the parties are not bound by anything done or stated orally or in writing during the procedure.

(3) Agreement to a conciliation procedure does not imply acceptance of the competence of the Arbitration if the conciliation does not succeed.

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus
- les caractéristiques de votre système de modes alternatifs de règlements des litiges et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années

8. Exécution des décisions de justice

8. 1. Exécution des décisions civiles

8. 1. 1. Fonctionnement

147) Nombre d'agents d'exécution

591

148) Les agents d'exécution sont-ils :

- des juges ?
- des huissiers de justice exerçant en profession libérale ?
- des huissiers de justice attachés à une institution publique ?
- d'autres agents d'exécutions ?

Veuillez préciser leur statut :

Cort administration

149) Existe-t-il une formation initiale ou un examen spécifique pour accéder à la profession d'agent d'exécution?

- Oui
- Non

150) La profession d'agent d'exécution est-elle organisée par :

- une instance nationale ?
- une instance régionale ?
- une instance locale ?

151) Pour le justiciable, existe-t-il une transparence sur le coût prévisible des frais d'exécution?

- Oui
- Non

152) Les frais d'exécution sont-ils :

- réglementés par la loi ?
 librement négociés ?

Veillez indiquer la source pour la question 147

ministry of justice

8. 1. 2. Supervision**153) Existe-t-il un système de supervision et de contrôle de l'activité des agents d'exécution ?**

- Oui
 Non

154) Quelle est l'autorité chargée de superviser et de contrôler les agents d'exécution :

- une instance professionnelle ?
 le juge ?
 le ministère de la Justice ?
 le procureur ?
 autre ?

Veillez préciser :

155) Des normes de qualité sont-elles formulées pour les agents d'exécution ?

- Oui
 Non

Si oui, quelle est l'autorité chargée de formuler ces normes de qualité et quels sont les critères de qualités utilisés?

156) Disposez-vous d'un mécanisme spécifique pour l'exécution des décisions de justice rendues contre des autorités publiques, y compris pour assurer le suivi de cette exécution?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser :

Veuillez indiquer les sources pour les questions 155 et 156

High judicial cort

8. 1. 3. Plaintes et sanctions

157) Quelles sont les principales plaintes des usagers concernant les procédures d'exécution ? (Veuillez n'en indiquer que 3 au maximum)

- absence de toute exécution ?
 non exécution des décisions judiciaires rendues contre des autorités publiques?
 manque d'information ?
 durée excessive ?
 pratiques illégales ?
 supervision insuffisante ?
 coût excessif ?
 autre ?

Veuillez préciser:

158) Votre pays a-t-il préparé ou adopté des mesures concrètes pour changer la situation concernant l'exécution des décisions de justice – en particulier les décisions rendues contre les autorités publiques?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser :

159) Existe-t-il un système mesurant la durée des procédures d'exécution :

- pour les affaires civiles ?
 pour les affaires administratives ?

160) Pour un jugement concernant un recouvrement de créances, pouvez-vous estimer le délai de notification aux parties habitant dans la ville du siège de la juridiction :

- entre 1 et 5 jours ?
 entre 6 et 10 jours ?
 entre 11 et 30 jours ?
 plus ?

Veuillez préciser :

161) Procédures disciplinaires initiées à l'encontre des agents d'exécution:

- | | |
|------------------------------|---|
| Faute déontologique | <input type="checkbox"/> oui,
nombre : |
| Insuffisance professionnelle | <input type="checkbox"/> oui,
nombre : |
| Délit pénal | <input type="checkbox"/> oui,
nombre : |
| Autre | <input type="checkbox"/> oui,
nombre : |

162) Sanctions prononcées à l'encontre des agents d'exécution :

- | | |
|------------|---|
| Réprimande | <input type="checkbox"/> oui,
nombre : |
| Suspension | <input type="checkbox"/> oui,
nombre : |
| Révocation | <input type="checkbox"/> oui,
nombre : |
| Amende | <input type="checkbox"/> oui,
nombre : |
| Autre | <input type="checkbox"/> oui,
nombre : |

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus

- les caractéristiques de votre système d'exécution des décisions civiles et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années

The new Law on the Execution Procedure, of 23 February 2005

Q161 and Q162 - We do not have this information.

Veillez indiquer les sources pour les questions 157 et 160

8. 2. Exécution des décisions pénales

8. 2. 1. Fonctionnement

163) Existe-t-il un juge chargé spécifiquement de l'exécution ?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser ses fonctions et compétences (ex. fonctions d'initiative ou de contrôle).
Si non, veuillez préciser quelle autorité est compétente pour l'exécution des jugements (par ex: procureur).

in criminal cases judge is in charge

164) En matière d'amendes prononcées par une juridiction pénale, existe-t-il des études permettant d'évaluer le taux de recouvrement effectif ?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser :

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus
- les caractéristiques de votre système d'exécution des décisions pénales et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années

9. Notaires

9. 1. Statut

9. 1. 1. Fonctionnement

165) Existe-t-il des notaires dans votre pays ? Si non, allez à la question 170.

- Oui
 Non

166) Les notaires ont-ils un statut :

privé (sans contrôle par une autorité publique)?

oui,
nombre :

de profession libérale réglementée par les pouvoirs publics?

oui,
nombre :

public ?

oui,
nombre :

autre ?

oui,
nombre et
précisez :

167) Le notaire exerce-t-il une fonction :

- dans le cadre de la procédure civile ?
 dans le domaine du conseil juridique ?
 pour authentifier les actes/certificats ?
 autre ?

Veillez préciser :

Veillez indiquer la source pour la question 166

9. 1. 2. Supervision

168) Existe-t-il un système de supervision et de contrôle de l'activité des notaires ?

- Oui

Non

169) Quelle est l'autorité chargée de superviser et de contrôler notaires :

une instance professionnelle ?

le juge ?

le ministère de la Justice ?

le procureur ?

autre ?

Veillez préciser :

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus

- les caractéristiques de votre système notarial et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années

10. Fonctionnement de la justice

10. 1. Réformes envisagées

10. 1. 1. Réformes

170) Pouvez-vous fournir des informations relatives au débat actuel dans votre pays en ce qui concerne le fonctionnement de la justice ? Des réformes sont-elles envisagées ? (par exemple modification de la législation, modification dans la structure judiciaire, programme d'innovation, etc. ...) Si oui, veuillez préciser.

Yes, a judicial reform is under way and systemic laws regulating the judiciary are being revised. During its second session after the election of the Government, the National Assembly will harmonise with the Constitution laws regulating application of constitutional provisions to courts and public prosecutions, as follows: laws regulating the organisation and competences of courts, election and termination of service of judges and court presidents, the High Judicial Council, organisation and competences of Public Prosecutions, election and termination of service of public prosecutors and deputy public prosecutors, and the State Prosecutors' Council.